



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION**

67 esplanade du Breuil  
CS 20811  
71000 Mâcon

Références : XG/MV/2024/C\_129  
Code AIOT : 0005402402

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION implanté Les Grands Champs 71680 Vinzelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'effectue dans la cadre du programme pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION
- Les Grands Champs 71680 Vinzelles
- Code AIOT : 0005402402

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Vinzelles est l'une des six déchetteries gérées par la communauté d'agglomération CA Mâconnais Beaujolais Agglomération.

Elle est régulièrement autorisée à exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral n° 08-4539 en date du 10/09/2008.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate qu'il n'existe pas de local dédié au stockage des produits dangereux. Il s'agit d'une non conformité à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	EAUX PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.3.9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	PRODUITS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.4.2	Mise en demeure, produits chimiques	6 mois
8	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	AUTOSURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 9.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	TYPES D'EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.3.7	Sans objet
5	DECHETS	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement relève une carence de fond dans le suivi de la situation administrative de l'installation classée et une méconnaissance globale des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation à exploiter de la part de l'exploitant.

On soulignera que les suites proposées à l'issue de l'inspection précédente n'ont dans leur majorité pas été suivies d'effets et que les réponses aux demandes d'actions correctives et de régularisation administrative n'ont pas été rendues.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 2710-1, Autorisation : Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants matériaux ou pro-duits triés et apportés par le public :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- monstres (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc.), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;</li> <li>- bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres ;</li> <li>- déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non.</li> </ul> <p>La surface étant supérieure à 2500 m<sup>2</sup> Surface autorisée : 5865 m<sup>2</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Rappel du constat issu de la visite d'inspection du 29/11/2017 :</b></p> <p>« L'exploitant doit positionner son établissement au regard de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées suite à sa modification par décret du 20 mars 2012. L'exploitant doit apporter à l'inspection les éléments permettant d'établir que le volume de déchets dangereux sur le site n'excède pas les 7 tonnes (dont déchets d'amiante). »</p> <p><b>Constat du 26/06/2024 :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de son positionnement administratif auprès de l'inspection de l'environnement.</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral autorise 20 m<sup>3</sup> de déchets amiantés. Par conséquent, on dépassera nécessairement le seuil de l'autorisation de la rubrique</p>

2710-1 de la nomenclature fixé à 7 tonnes. L'observation émise lors de la précédente visite d'inspection est donc erronée.
Il est toutefois nécessaire que l'exploitant se positionne au regard de la nomenclature
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra sa situation administrative mise à jour vis-à-vis des rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b>  <u>Non-conformité n°1</u> Les deux séparateurs d'hydrocarbures sont curés simultanément à fréquence annuelle. Les huiles et hydrocarbures piégés sont traités en filière spécialisée avec établissement des bordereaux de suivi des déchets. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de différencier les opérations de maintenance et d'entretien réalisées pour chacun. Les bordereaux de suivi des déchets ne désignent pas l'équipement duquel les déchets sont issus.  <u>Non-conformité n°2</u> Les regards ne sont pas repérés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Non-conformité n°1</u> L'exploitant justifiera de l'attribution des bordereaux de suivi des déchets pour chaque séparateur d'hydrocarbures.

<p><u>Non-conformité n°2</u> L'exploitant repérera les regards.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : TYPES D'EFFLUENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et résiduares internes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales et des eaux usées sont séparés. Les réseau d'eaux usées est raccordé au réseau communal.</p> <p>Le réseau d'eaux pluviales dispose de deux exutoires vers le milieu naturel, un par versant du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : EAUX PLUVIALES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées s'effectue dans un bassin dédié pour le versant nord, et en rétention sur les voiries en point bas du site pour le versant sud, par deux réseaux de collecte distincts. Chaque réseau est équipé d'une vanne d'isolement manœuvrable à l'aide d'un outil disponible dans le local du gardien. Le bassin de rétention est partiellement rempli par les eaux météoriques.</p> <p><u>Non-conformité n°3</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la capacité de rétention du bassin, ni de la capacité de rétention des voiries en point bas. Ce constat a déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 29/11/2017 et avait fait l'objet d'une</p>

demande d'action corrective.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Non-conformité n°3</u> L'exploitant justifiera du dimensionnement des rétentions et s'assurera de disposer de leur volume utile en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : DECHETS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait éliminer l'ensemble de ses déchets par les filières spécialisées. Il tient à jour un registre des déchets sortants, par typologie de déchets, et les bordereaux de suivi afférents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : PRODUITS DANGEREUX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, inventaire des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.  Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
<b>Constats :</b>  <u>Non-conformité n°4</u> L'exploitant ne tient pas d'inventaire et d'état des stocks des produits dangereux susceptibles

d'être présents sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Non-conformité n°4</u> L'exploitant tiendra un inventaire et l'état des stocks des produits dangereux susceptibles d'être présents. Il communiquera cet état des stocks à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<b>Constats :</b>  <u>Non-conformité n°5</u> L'exploitant n'a pas défini de règles de gestion des produits dangereux, leur stockage et leur rétention.  Seule la cuve de récupération des huiles de vidange dispose d'un réceptacle de rétention, sans que son volume soit connu. L'exploitant indique que la cuve dispose d'une double paroi sans pouvoir le justifier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Non-conformité n°5</u> L'exploitant procédera à l'organisation de la collecte et du stockage sur rétention des produits



dangereux. Il justifiera de la capacité de rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, produits chimiques
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau d'au minimum 120 m<sup>3</sup>,</li> <li>- un poteau incendie normalisé à moins de 200 mètres,</li> <li>- des conduites d'adduction d'un diamètre minimal de 125 mm assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression minimum,</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <u>Non-conformité n°6</u> L'exploitant ne dispose pas de réserve d'eau et ne peut justifier du dimensionnement des moyens d'extinction, ni de leur répartition.  Ce constat a déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 29/11/2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Non-conformité n°6</u> L'exploitant justifiera de la conformité et de la disponibilité des moyens fixés à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : AUTOSURVEILLANCE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b>  <u>Non-conformité n°7</u> L'exploitant ne procède pas au relevé mensuel de la consommation d'eau et à sa consignation sur un registre. Ce constat a déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 21/04/2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Non-conformité n°7</u> L'exploitant procédera au relevé mensuel de la consommation d'eau et sa consignation sur un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.1.1						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvements et consommation d'eau						
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Origine de la ressource</th> <th>Prélèvement maximal annuel</th> <th>Débit maximal mensuel</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Réseau public</td> <td>8 m<sup>3</sup></td> <td>2 m<sup>3</sup></td> </tr> </tbody> </table>	Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal mensuel	Réseau public	8 m <sup>3</sup>	2 m <sup>3</sup>
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal mensuel				
Réseau public	8 m <sup>3</sup>	2 m <sup>3</sup>				
<b>Constats :</b>  La consommation annuelle totale facturée est de 10 m <sup>3</sup> , tous prélèvements confondus.  L'exploitant n'est pas en mesure de comptabiliser les prélèvements hors fonctionnement normal de l'installation tels que les exercices de secours <u>Non-conformité n°8</u> L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect de la prescription de prélèvement maximal.						
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Non-conformité n°8</u> L'exploitant mettra en œuvre une procédure de maîtrise de la consommation d'eau, et comptabilisera les prélèvements hors fonctionnement normal. L'exploitant peut également						

porter à la connaissance du préfet la modification de ces prélèvements. Compte-tenu des volumes en jeu, cette modification n'est ni substantielle, ni notable.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois